

CONSEIL MUNICIPAL DU 17/02/2015

ANNEXES

2015 - 30 SOINS AUX ANIMAUX BLESSES TROUVES SUR LA VOIE PUBLIQUE
CONVENTION AVEC LES CLINIQUES VETERINAIRES

**CONVENTION RELATIVE AUX
SOINS AUX ANIMAUX ACCIDENTES
DE MAITRE INCONNU OU DEFAILLANT**

ENTRE :

La **Commune de Grasse**, Hôtel de Ville - Place du Petit Puy – B.P. 12069 – 06131 GRASSE Cedex,
représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD agissant en vertu d'une délibération en
date du

Dénommée ci-après « **La Commune** »

D'une part,

ET :

La Clinique vétérinaire BERARDI HUGUET SAUNIER, inscrite au tableau de l'Ordre sous les numéros
suivants n° 9087 Dr BERARDI – n° 9769 Dr HUGUET – n° 12683 Dr SAUNIER
Enregistrée sous le n° de SIRET 328 359 005 00019 – Code APE 8522
Sise « Villa Blanchemer », 34 avenue Victoria à GRASSE 06130

La Clinique vétérinaire SAINT ANTOINE, inscrite au tableau de l'Ordre sous le numéro suivant :
n° 502688 DR BAILLE
Enregistrée sous le n° de SIRET 488 005 125 00015 - Code A.P.E .8522
Sise Espace Perdigon - route de Pégomas à GRASSE 06130

La Clinique vétérinaire SAINTE ANNE, inscrite au tableau de l'Ordre sous le numéro suivant :
n° 061097 Dr M'RABET SADOK
Enregistrée sous le n° de SIRET 40770259600013 – Code A.P.E. 8522
Sise 188, route de Draguignan à GRASSE 06130

La Clinique vétérinaire RIC et RAC, inscrite au tableau de l'Ordre sous le numéro suivant :
n°17272 Dr Ludivine KINON -
Enregistrée sous le n° de SIRET 30357592200016 - Code A.P.E. 40522
Sise Résidence l'Olivette – 1266, avenue du Campon à LE CANNET 06110

Clinique vétérinaire L'Estérel - Dr TABBI – ANNENI Nafissa –
Enregistrée sous le n° de SIRET 53324252500012 – sise 12, Boulevard du Maréchal Leclerc
à GRASSE 06130

Dénommées ci-après « **Le prestataire** »

D'autre part,

Il a été convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet d'organiser les premiers soins à donner aux animaux malades trouvés sur la voie publique, de jour comme de nuit, de maître inconnu ou défaillant. Le ramassage de ces animaux sera effectué par la Police Municipale. Néanmoins, ils pourront être amenés par les Pompiers ou des particuliers. Dans cette dernière éventualité, le prestataire s'engage à avertir le Service de la Police Municipale. Dans tous les cas, les animaux bénéficieront des mêmes premiers soins. Le prestataire devra transmettre le dossier de l'animal pour vérification et validation de la prise en charge auprès du Responsable de la Police Municipale. Ces derniers détermineront d'un commun accord la suite thérapeutique à donner et/ou du placement de l'animal.

ARTICLE 2 : DUREE - RECONDUCTION

La présente convention est conclue pour une période de trois ans. Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2015 et prendra fin au 31 décembre 2017. Une reconduction expresse sera possible une seule fois pour une période équivalente. La reconduction se matérialisera par l'envoi d'un courrier R.A.R. par la Commune au minimum un mois avant la date anniversaire de la convention. Passé ce délai, les prestations définies dans la présente convention devront faire l'objet d'une nouvelle décision prise par le Conseil Municipal.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Obligations du prestataire

Dans le cadre de cette activité, le vétérinaire reste libre de toute décision thérapeutique et sanitaire dans l'intérêt de la santé humaine et animale.

Le prestataire s'engage à :

- effectuer les soins d'urgence limités à la stricte survie de l'animal sous couvert d'une bonne antalgie,
- la mise en œuvre de moyens médicaux et chirurgicaux nécessaires à la prévention de tout préjudice vital,
- prendre en charge l'animal le plus rapidement possible et mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de lire son identification et retrouver son propriétaire (sédation - tonte + nettoyage pour un tatouage peu lisible et lecture du tatouage ou de sa puce électronique).

Dispositions particulières :

- Le ramassage éventuel d'autres animaux pourra être effectué en vertu des Pouvoirs de Police du Maire.

3.2 Obligations de la Commune

La Commune s'engage à :

- organiser, de jour comme de nuit, le ramassage des animaux sur la voie publique ;
- conduire les animaux chez le vétérinaire si leur état nécessite des soins ;
- récupérer les animaux à la fin des soins et les conduire au refuge dans le cas où le propriétaire est inconnu.

Si le propriétaire est retrouvé, le vétérinaire et la Commune s'engagent à lui laisser le libre choix d'un vétérinaire traitant pour la poursuite des soins nécessaires (avec transfert du dossier médical).

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

4.1 Le vétérinaire délivrera à la sortie ou à l'euthanasie de l'animal, une note d'honoraires qui sera réglée par la Commune sur la base d'un état mensuel des animaux soignés. Cette note d'honoraires devra mentionner le R.I.B du compte à créditer ainsi que le numéro de SIRET et d'A.P.E.

Dans le cas où le propriétaire de l'animal est retrouvé, ce dernier devra régler les soins directement au vétérinaire. Le propriétaire ne pourra récupérer son animal chez le vétérinaire, ou au refuge où cet animal aura été conduit par la Commune après les soins, qu'une fois ces formalités effectuées.

4.2 Les frais et les soins :

La participation de la Commune pour les frais engagés par le vétérinaire sera limitée à 197 € TTC selon les soins fournis et les médicaments utilisés en fonction de la note d'honoraires présentée. Si au terme des soins prodigués, le rétablissement de l'animal s'avérait impossible, les frais d'euthanasie et d'incinération seront réglés en sus du plafond de soins.

Si l'animal nécessite des soins plus importants, la poursuite du traitement après avis du vétérinaire, sera décidée par le Responsable de la Police Municipale contacté ou par le propriétaire retrouvé. Toutefois, dans les cas où les soins s'avèreraient inutiles, le vétérinaire pourra euthanasier l'animal dans les cas suivants : souffrance jugée insupportable, réanimation sans progrès notables après 30 mn, pronostic conservatoire sombre, nuisible.

4.3 Les frais d'euthanasie :

En cas d'euthanasie de l'animal, la Commune réglera au vétérinaire le montant s'y afférent.

CATEGORIES	PRIX
Petit animal inférieur à 10 Kg	52,00 € TTC
Animal entre 10 et 20 Kg	65,00 € TTC
Animal de plus de 20 Kg	78,00 € TTC

4.4 Les frais d'incinération

CATEGORIES	PRIX
Petit animal inférieur à 10 Kg	65,00 € TTC
Animal entre 10 et 20 Kg	85,00 € TTC
Animal de plus de 20 Kg à 30 Kg	104,00 € TTC
Animal de plus de 30 Kg	131,00 € TTC

ARTICLE 5 : GARDES

Les prestataires et signataires de la présente convention effectueront des rotations de gardes selon le planning suivant :

Année 2015

Clinique vétérinaire BERARDI-HUGUET-SAUNIER : **période du**
Clinique vétérinaire SAINT ANTOINE : **période du**
Clinique vétérinaire SAINTE ANNE : **période du**
Clinique vétérinaire L'ESTEREL : **période du**

Année 2016

Clinique vétérinaire BERARDI-HUGUET-SAUNIER : **période du**
Clinique vétérinaire SAINT ANTOINE : **période du**
Clinique vétérinaire SAINTE ANNE : **période du**
Clinique Vétérinaire L'ESTEREL : **période du**

Année 2017

Clinique vétérinaire BERARDI-HUGUET-SAUNIER : **période du**
Clinique vétérinaire SAINT ANTOINE : **période du**
Clinique vétérinaire SAINTE ANNE : **période du**
Clinique Vétérinaire L'ESTEREL : **période du**

Remarque : les gardes des jours fériés, des soirs et des week-ends seront assurées par la **Clinique RIC et RAC** sise Résidence L'Olivette 1266, avenue du Campon - 06110 LE CANNET.

Lors de la reconduction de la présente convention, un nouveau planning sera établi d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

La Commune demande aux prestataires de lui fournir un certificat d'assurance couvrant tous les risques découlant de l'exécution de la prestation prévue par la présente convention (copie Responsabilité Civile Professionnelle).

ARTICLE 6 : RESILIATION ANTICIPEE

En cas de non respect des clauses ci-dessus définies, la présente convention pourra être résiliée de plein droit sans que l'un des prestataires puisse élever une quelconque réclamation à ce sujet ou prétendre à une indemnisation quelconque. La résiliation s'effectuera par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : LITIGE - ELECTION DE DOMICILE

En cas de litige concernant l'exécution et l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent de trouver préalablement une solution amiable. A défaut, le Tribunal Administratif de Nice sera compétent.

Fait à Grasse, le

Les Cliniques vétérinaires,

Pour la Commune de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD

Vice-président du Conseil Général
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse